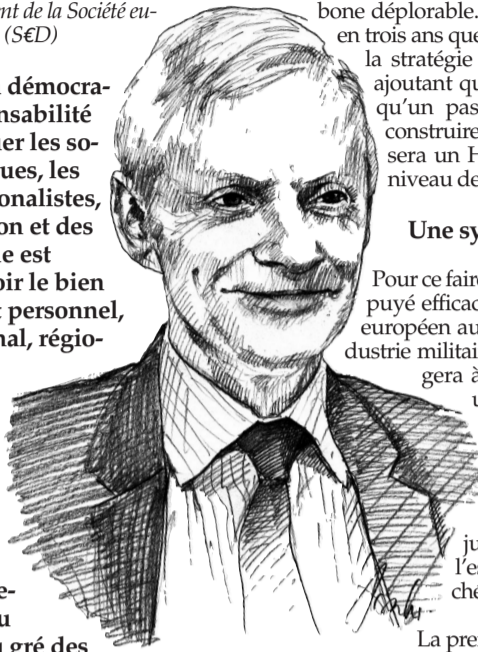


## OPINION

# La démocratie européenne peut l'emporter sur les populistes-nationalistes !

Par Jean MARSIA, président de la Société européenne de défense AISBL (S€D)

**P**our conforter la démocratie, notre responsabilité est de démasquer les sophistes, les démagogues, les populistes et les nationalistes, par une argumentation et des débats de qualité. Elle est aussi de faire prévaloir le bien commun sur l'intérêt personnel, aux niveaux communal, régional, étatique et européen. Les récents changements de gouvernements, notamment en Roumanie et à Malte, montrent que c'est possible. Les cartes sont ainsi continuellement redistribuées au Conseil européen, au gré des scrutins dans les États membres. Au Parlement européen, elles l'ont été largement en mai dernier. M. Juncker avait décidé de ne pas solliciter un second mandat et le nouveau collège des Commissaires européens reflète les rapports de forces politiques actuels.



bonne déplorable. «Nous avons plus avancé en trois ans que jamais auparavant grâce à la stratégie globale de 2016», dit-elle, ajoutant que «ce n'est, pour l'instant, qu'un pas en avant, le reste est à construire.» Espérons que M. Borrell sera un Haut représentant (HR) du niveau de M. Solana.

## Une synergie HR – DEFIS ?

Pour ce faire, M. Borrell devrait être appuyé efficacement par le Commissaire européen au marché intérieur et à l'industrie militaire, M. Breton. Celui-ci dirigera à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 une Direction générale chargée de l'Industrie de la défense et de l'Espace (DEFIS). Elle groupera notamment des directions et des unités chargées jusqu'ici de la défense et de l'espace au sein de la DG Marché intérieur.

La première priorité de M. Breton porte sur l'approbation du règlement établissant le Fonds européen de défense (FEDef) et sur son financement.<sup>(6)</sup> Il estime judicieuse la règle de «trois entreprises venant de trois européens» qui permet d'intégrer dans la base industrielle et technologique de défense (BITD) européenne les petits pays et les PME, tout en ciblant les technologies nécessaires.

La deuxième priorité, c'est la mise en place de la nouvelle direction générale DEFIS.

La troisième est de concentrer les moyens sur des projets contribuant à la sécurité de l'Europe, notamment les projets de la coopération structurée permanente (CSP), ceux répondant aux plans de capacités de l'OTAN ou de l'UE. La quatrième est la participation des PME au FEDef dans toute l'Europe. La cinquième est le développement de l'innovation disruptive, pour assurer le leadership de l'Europe dans les technologies stratégiques. La sixième est de maximiser les synergies entre le FEDef, le programme spatial de l'UE et le programme numérique pour l'Europe.

M. Breton estime par ailleurs que la création d'acteurs européens puissants et compétitifs nécessitera d'évaluer et de revoir les règles de concurrence européennes. Il juge que la défense est un sujet essentiel, que l'Europe doit se doter de moyens de défense propre et disposer d'un accès autonome à l'espace, que Copernicus et Galileo, beaux exemples de technologie duale, doivent être renforcés.<sup>(4)</sup>

Souhaitons tout le succès possible à M. Breton, car si l'Europe a lancé le GSM et le World Wide Web, elle n'a guère développé l'internet, le smartphone, l'e-commerce, la cybernétique, le numérique de masse,<sup>(5)</sup> l'intelligence artificielle, les avions de combat de 5<sup>ème</sup> génération et les drones.<sup>(6)</sup> Galileo n'a concurrencé le GPS qu'avec retard. La politique étiquée de l'UE en matière de concurrence, les imperfections du marché unique et une gouvernance inadéquate au niveau de l'UE depuis fin 2004 n'ont pas permis la création de champions européens, capables de tenir tête notamment aux géants du numérique. Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft, Baidu, Alibaba, Huawei, Tencent et Xiaomi n'ont pas d'équivalents en Europe. Ces entreprises pillent nos données, nous les revendent et sont exonérées d'impôt.

## Le déclin des armées françaises, handicap pour les opérations au Sahel

L'état de faiblesse des forces françaises explique qu'au Sahel, la menace terroriste islamiste s'étend et durcit. Dans ce territoire énorme, 4.500 militaires seulement traquent les djihadistes, qui prospèrent à la faveur de l'incurie des dirigeants locaux. La zone des «trois frontières», entre Mali, Burkina et Niger, est un sanctuaire islamiste qui échappe au contrôle des armées locales. Leurs pertes se comptent en centaines de soldats, tandis que les Français déplorent une trentaine de morts, ce qui n'empêche pas le développement d'un sentiment anti-français.<sup>(7)</sup>

Face à la multiplication des théâtres d'opération et à leur intensité croissante, le chef d'état-major des armées françaises, le général Lecointre, estime être au bout de ses capacités, tant pour la présence permanente en mer (24 frégates en 2008, 15 en 2030), que pour les véhicules blindés (452 en 2008, 300 en 2030) ou les avions de combat (420 en 2007, 185 en 2030). Le niveau de sollicitation de certains équipements conduit à leur vieillissement accéléré, qui requiert un surcroît de maintenance. Le niveau d'engagement des mili-

taires est trop élevé : 8.000 sont en opérations extérieures, pour l'essentiel dans le Sahel, au Levant ou au Liban ; 20.000 sont sur le territoire national, 3.700 sont pré-positionnés à l'étranger. L'excès de prestations exigeantes, le manque de moyens d'entraînement causent bien des démissions des armées.

Le budget 2020 de la Défense française voté le 30 octobre est en hausse de 1,7 milliard. Il atteint ainsi 1,86% du produit intérieur brut.<sup>(8)</sup> C'est très insuffisant pour enrayer le déclin des armées françaises. Celles-ci doivent pouvoir projeter jusqu'à 15.000 soldats et 45 avions de combat. Avant 2008, le contrat opérationnel était encore de 50.000 soldats et 100 avions. Hors intervention majeure, le plafond des déploiements extérieurs est fixé à 7.000 soldats, alors qu'entre 2002 et 2006, ce plafond n'a jamais été inférieur à 12.000 soldats.

Les deux tiers de la hausse du budget 2020 seront consacrés au renouvellement des systèmes d'armes les plus obsolètes, comme les «Véhicules de l'avant blindés» par 128 blindés Griffon et 4 blindés Jaguar. Seront aussi livrés le premier sous-marin d'attaque de la classe Barracuda, 2 hélicoptères NH90, 2 avions de patrouille maritime rénovés, 2 Mirage 2000D rénovés, 1 avion ravitailleur A330 ainsi que 2 avions de transport A400M.

L'autre tiers financera quelque 300 postes supplémentaires, dont 150 pour le renseignement et une centaine pour la cyberdéfense.

A ce rythme, la remontée en puissance des armées françaises sera réalisée dans un siècle.

## Les relations Europe - Russie

M<sup>me</sup> Kaljulaid, la présidente de la République d'Estonie, a bien exprimé<sup>(9)</sup> ce que devrait être l'objectif de la diplomatie européenne vis à vis de la Russie : «assurer une coexistence pacifique avec un voisin qui ne respecte pas le droit international ou ses engagements.» Elle estime qu'avoir «des contacts réguliers [avec Moscou] est nécessaire. Mais nous ne pouvons pas oublier que la Crimée est toujours occupée, ainsi qu'une partie de la Géorgie, et qu'un conflit est encore en cours dans l'est de l'Ukraine.» Elle estime en outre qu'il faudrait «soutenir les aspirations des pays de l'Est à une coopération renforcée avec l'UE.»

## Les relations Europe - Turquie

M. Erdogan continue de poser à l'Europe de sérieux problèmes. Il ne respecte ni le droit international, ni la souveraineté et l'intégrité de la Bulgarie, de la Grèce et de Chypre. Il coopère sur la migration illégale, moyennant quelques milliards €. Il remet en question nos succès dans la lutte contre Daech, par son action contre les Kurdes dans le nord-est de la Syrie, qui crée des vides sécuritaires. Or, malgré la perte de son territoire, Daech reste une menace.

Toujours pusillanime, l'UE s'est limitée, le 2 décembre, à demander à la Turquie le respect de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, tout en refusant de condamner la position turque. Toujours hypocrite, l'UE a confirmé, le 4 décembre, sa solidarité avec la Grèce et Chypre.

1) Cette tentative est vaine car les Suisses refusent que l'UE limite les mesures de protection contre le dumping, les expulsions de criminels et les révoqueries des permis de séjour pour ceux qui menacent la sécurité publique. Voir Armando Mombelli, «Accord-cadre Suisse-UE : où en sommes-nous?» in *Swissinfo.ch*, <https://www.swissinfo.ch/fr/négociations-entre-berne-et-bruxelles-accord-cadre-suisse-ue-ou-en-sommes-nous-45026344>, 12/6/2019.

2) Louis Gautier, «Défense et sécurité de l'Europe : il faut davantage de coordination au sein de l'UE» in *Le Monde*, 15/11/2019, p. 28.

3) Ce financement est loin d'être assuré. Le 4 décembre, la Commission a rejeté la proposition, faite par la présidence finlandaise de l'UE, de couper la moitié du budget du FEDef pour la période 2021-2027. Il ne serait doté que de 6 milliards €, soit 850.000 € par an. Le budget de la mobilité militaire n'aurait que 2,5 milliards d'€ (au lieu de 5,76 milliards €) et la facilité européenne pour la paix 4,5 milliards € sur les 9,2 prévus par la Commission Juncker. Le budget de l'UE s'élèverait à 1.087 milliards €, soit 1,07% du produit intérieur brut européen et en cas de Brexit, il faudra compenser la perte de la contribution britannique.

4) Voir s.n., «Thierry Breton veut développer «une industrie européenne de défense»» in *La Tribune*, <https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/aeronautique-defense/thierry-breton-veut-developper-une-industrie-europeenne-de-defense-834459.html>, 2/12/2019.

5) Faute de disposer de bases de données suffisantes, les chercheurs européens ratent le train de l'intelligence artificielle.

6) Les drones d'observation volant à haute altitude et de longue endurance sont américains et chinois. L'OTAN a su adapter cinq Global Hawk américains pour qu'ils puissent voler en Europe. Les drones qui opèrent à moyenne altitude avec une longue endurance peuvent servir à du renseignement ou à de l'appui-feu. Le Heron israélien, le Reaper amé-

## L'OTAN

Nouveau Ponce Pilate, le secrétaire général de l'OTAN, M. Stoltenberg, répète que la Grèce et la Turquie sont deux alliés importants, qui contribuent tous les deux à notre sécurité commune.

Le 4 décembre, le Conseil atlantique, réuni à Londres, a réaffirmé le lien transatlantique et l'engagement solennel, inscrit dans l'article 5 du traité de Washington, selon lequel une attaque contre un allié est considérée comme une attaque contre nous tous.<sup>(10)</sup> Il a identifié trois menaces principales, qui sont les actions agressives de la Russie, le terrorisme, les menaces cyber et hybrides. Il a mentionné comme défis les acteurs étatiques et non étatiques qui mettent à mal le droit international d'une part et d'autre part l'instabilité du voisinage de l'Europe, qui favorise la migration illégale. L'OTAN dit rester ouverte au dialogue avec la Russie et être consciente que la Chine présente à la fois des opportunités et des défis, auxquels l'Alliance doit répondre. L'OTAN considère que l'espace est devenu un domaine d'opérations, pour préserver notre sécurité.

Le Conseil atlantique a ensuite contrôlé le respect des engagements pris en 2014 au pays de Galles. La progression des dépenses de défense des alliés (hors États-Unis d'Amérique), entre 2017 et 2019, est de 5% par an, surtout dans les pays les plus proches géographiquement de la Russie.

L'objectif des 20% d'investissements dans les équipements majeurs est atteint par 16 Alliés sur 29.

En ce qui concerne le partage des charges entre les alliés (hors États-Unis d'Amérique) et les États-Unis d'Amérique, observons que les statistiques de l'OTAN sont tributaires du ratio euro/dollar, qui est passé en dix ans de 1,50 \$ pour 1 € à 1,04 \$ pour 1 €.

## Engageons-nous en faveur de la défense européenne et de l'Europe fédérale !

Les Européens devraient se rappeler que quand un État ne veut pas ou ne sait pas se défendre, il est ou bien conquis ou bien protégé. Nos pays sont des protectorats depuis 1949, et non des partenaires valables des États-Unis d'Amérique. C'est indigne de la puissance économique et de la civilisation européennes.

L'Europe devrait être souveraine et indépendante. C'est uniquement par manque de courage politique que nous n'avons pas de défense européenne, qu'il manque des éléments essentiels à notre stratégie, que nos capacités sécuritaires et militaires sont très insuffisantes, que nous restons vulnérables aux attentats terroristes et aux cyberattaques. Les ressources humaines et financières ne manquent pas, elles sont seulement très mal utilisées.

Il est urgent que les Européens s'unissent autour d'un projet urgent et concret : établir un mode de gouvernement fédéral qui nous doterait d'une défense effective, non pour faire la guerre à la Russie ou à la Chine, mais bien pour maintenir la paix, pour stabiliser notre voisinage, pour agir face aux défis sécuritaires, migratoires, climatiques et environnementaux, pour peser sur la scène internationale et ainsi mettre fin aux guerres commerciales et monétaires actuelles.

Néanmoins, il n'a pas essayé de convaincre une majorité des Britanniques de rejeter le Brexit. Il n'a pu obtenir la ratification d'un accord entre l'UE et le Royaume-Uni qui permette un Brexit ordonné. Il n'a pas résolu la crise migratoire, ni apaisé les relations commerciales avec l'administration Trump, ni finalisé l'Union bancaire. L'armée européenne qu'il annonçait en 2014 se résume à la coopération structurée permanente (CSP), qui développe 60 projets de recherche scientifique et technologique censés contribuer dans une ou deux décennies à nos capacités militaires. Il a proposé un Fonds européen de défense, qui restera dénué du moindre euro jusqu'en 2021 au moins. Il a laissé perdurer la politique européenne d'austérité, malgré les ravages qu'elle occasionne sur les plans économique et social, particulièrement en Grèce. Non seulement il n'a pas su réunifier Chypre, mais la Turquie s'est mise à accaparer des gisements de gaz situés dans la zone d'intérêt économique exclusif de l'île et donc de l'UE. Il a mis à mal les relations entre l'UE et la Suisse : le projet d'accord-cadre, qui devait englober quelques 120 accords bilatéraux, se réduit à une tentative d'imposer l'adaptation automatique de la législation suisse à l'évolution du droit européen.<sup>(1)</sup> Last but not least, il n'a pu doter l'UE d'une politique environnementale.

**L'Union européenne, fiction internationale**

L'UE ne sait pas contrôler ses frontières, son action diplomatique est inaudible, elle n'assume pas la responsabilité de sa sécurité. Après vingt ans de Politique européenne de sécurité et de défense commune, cette incurie est inacceptable, car la menace terroriste augmente, les menaces se multiplient dans notre voisinage, les États-Unis d'Amérique et la Russie démantèlent leurs accords de désarmement nucléaire, la garantie militaire américaine se fait plus incertaine.<sup>(2)</sup>

## L'Union européenne, fiction internationale

L'UE ne sait pas contrôler ses frontières, son action diplomatique est inaudible, elle n'assume pas la responsabilité de sa sécurité. Après vingt ans de Politique européenne de sécurité et de défense commune, cette incurie est inacceptable, car la menace terroriste augmente, les menaces se multiplient dans notre voisinage, les États-Unis d'Amérique et la Russie démantèlent leurs accords de désarmement nucléaire, la garantie militaire américaine se fait plus incertaine.<sup>(2)</sup>

L'appétit pour les voyages de M<sup>me</sup> Mogherini a produit des dépenses considérables et un bilan car-

ricain ont été achetés par neuf pays européens. L'Eurodrone n'est pas attendu avant 2025. Pour les petits, les mini- et les nano-drones, l'offre industrielle européenne compte plus de 120 appareils. Aux États-Unis, le nombre des drones, a augmenté de 4.400% entre 2001 et 2013. En 2012, ils représentaient un tiers des avions militaires américains. Les États-Unis financent 77% de la recherche et développement dans ce domaine. En 2017, le marché global du drone militaire atteignait 2,8 milliards de dollars. Il pourrait atteindre 9,4 milliards en 2025.

7) Voir Ava Djamshidi, «Opération Barkhane : des soldats français toujours en première ligne» in *Le Parisien*, <http://www.leparisien.fr/politique/operation-barkhane-des-soldats-francais-toujours-en-premiere-ligne-17-11-2019-8194941.php#xtor=AD-32280599>, 17/11/2019.

8) AFP, «Défense : l'Assemblée nationale vote un budget 2020 à nouveau en hausse» in *Actu & Éco*, <https://www.boursorama.com/actualite-economique/actualites/defense-l-assemblee-nationale-vote-un-budget-2020-a-nouveau-en-hausse-880f3940c74d8310e28c729e9e68c83>, 30/10/2019.

9) Anne-Françoise Hivert, «N'oublions pas que la Crimée est toujours occupée» in *Le Monde*, 17-18/11/2019, p. 6.

10) Cette réaffirmation était nécessaire. L'engagement des États-Unis à défendre les Européens est resté crédible de Truman à Reagan. Nous partageons des valeurs communes, dont la liberté, ils nous voyaient comme des partenaires. M. Trump a sapé cette crédibilité avant même d'être élu, en déclarant l'OTAN obsolète, en doutant que l'article 5 puisse s'appliquer au Monténégro, en jugeant que l'UE est un ennemi commercial, et puis dernièrement en lâchant nos alliés kurdes dans la lutte contre Daesh après un appel téléphonique de M. Erdogan, dont il se dit un *big fan*. La présence militaire américaine n'est plus que symbolique, même si elle a été quelque peu renforcée ces dernières années. Elle maintient toutefois les États européens dans le statut de protectorat américain.